

TOUS ENSEMBLE !

Déjà, le 29 janvier, à l'appel du collectif "**Ni pauvre, ni soumis**", dans la plupart des villes de France, plusieurs milliers de personnes dites handicapées accompagnées de leurs proches s'étaient mobilisées pour manifester en vue d'obtenir un revenu décent égal au SMIC brut, aux côtés de près de 2 millions de citoyens qui répondaient à l'appel des organisations syndicales, toutes unies pour la circonstance.

200 à Paris où toutes les associations, contrairement à l'APF et à l'ANPIHM, n'avaient pas appelé à la mobilisation, plus de 400 à Perpignan où là l'unité s'est réalisée et s'est traduite dans les faits par cette mobilisation massive, de même à Nîmes où les voisins handicapés de l'Hérault avaient fait le voyage, ou bien encore à Nantes, et à Rennes, les personnes dites handicapées ont souhaité à la fois manifester sur la base de leurs propres revendications mais aussi pour être aux côtés de l'ensemble des salariés, pour lutter contre les inégalités et les conséquences de la crise financière que l'on veut faire porter une fois de plus à ceux qui ont le plus besoin d'aide.

Les personnes dites handicapées et leurs associations tendent à rompre le ghetto psychologique et sociologique dans lequel la société les avait enfermés

Incontestablement, les personnes dites handicapées et leurs associations tendent à rompre le ghetto psychologique et sociologique dans lequel la société les avait enfermés en laissant à la fois supposer qu'il s'agissait là d'un public particulier ayant des besoins particuliers tandis que les clivages politiques étaient transcendés par le handicap lui-même !

En manifestant largement avec l'ensemble des citoyens à l'appel des organisations syndicales via la démarche du collectif "**Ni pauvre, ni soumis**", les personnes dites handicapées affirment tout naturellement non seulement qu'elles sont des citoyens à part entière, qu'elles entendent être reconnues comme tels, mais aussi que l'exaspération est à son comble lorsque les promesses ne sont pas tenues ou lorsqu'elles sont tenues parce qu'elles sont a minima avec pour conséquence le plus souvent de ne pas sortir de la situation pourtant décrite, dénoncée, voire réformée par de multiples propositions écrites tout au long de ces 40 dernières années ! Même si dans tel ou tel secteur, des avancées ont eu lieu mais dont il faut remarquer qu'elles sont plus souvent le fait de l'action de personnes ou d'associations que du pouvoir politique lui-même.



Quelques résidents parisiens de l'ANPIHM et leur Président en pleine manifestation.

3 millions de citoyens ont affirmé leur volonté de changement

Et le 19 mars, bis répétita, le Président de la république ne voulant décidément pas entendre le mouvement social classique auquel le mouvement associatif handicapé s'était joint un peu partout en France, ce sont près de 3 millions de citoyens qui ont affirmé leur volonté de changement en foulant une nouvelle fois le bitume.

Plus de 300 personnes à Paris dont 60 personnes en fauteuil roulant, manuel ou électrique, plus déterminées que jamais à obtenir satisfaction quant à la question des ressources, exprimaient tout à la fois leur mécontentement et leur volonté d'une réduction des inégalités.

Car si l'allocation aux adultes handicapés continue comme prévu à être revalorisée pour parvenir - l'avenir le dira - au SMIC net à la fin de la législature, il reste que les titulaires d'une pension d'invalidité à minima seront profondément lésés car le gouvernement ne dit rien en ce qui les concerne. Pas plus que les retraites à minima dont on sait qu'elles sont plus un plancher de survie qu'un plafond de ressources décentes !

90 000 personnes comptabilisées en plus en janvier dans les statistiques du chômage, 80 000 en février subissant le même sort, cela signifie un million de salariés supplémentaires sans emploi et sans perspectives immédiates eu égard à la profondeur structurelle de la crise économique et sociale que nous vivons. Une inquiétude palpable et une exaspération exacerbée se lisait sur les visages des manifestants, tandis que les personnes dites handicapées dans les conversations particulières s'exprimaient à l'unisson de leurs alter ego valides. Jamais peut-être, le mot d'ordre : "**Handicapés, Valides, même combat !**" n'aurait eu autant de sens que lors de ces journées, même s'ils n'ont pas été prononcés, à l'exception de votre serviteur, passablement dubitatif devant certains mots d'ordre, d'ailleurs absolument pas repris par les personnes elles-mêmes, du type " nous, on veut des sous "...

À l'évidence, la question des mots d'ordre devra être revue car elle constitue le message qui rend homogène le cortège et permet d'être compris parmi les autres groupes de manifestants. Cela étant, pour avoir été circonspect, à tort manifestement, devant le sigle "**Ni pauvre, ni soumis**", je dois souligner ici l'immense succès qu'il a obtenu parmi l'ensemble des manifestants, à quelque syndicat ou parti politique qu'ils appartiennent, ceux-ci le reprenant comme un emblème !

À l'évidence, à l'attitude de l'ensemble des manifestants, il était particulièrement clair que les personnes dites handicapées étaient reconnues comme ayant toute leur place dans cette manifestation pour l'égalité, l'emploi, et le mieux vivre.

Puissent de nombreuses personnes dites handicapées et leur entourage rejoindre les rangs de ce qui n'ont pas hésité à sauter le pas et à faire cause commune avec les salariés organisés !



Elus, résidents et personnels de l'ANPIHM : Tous ensemble !